



Village de Lunjuk, en Indonésie, 2016. Un agriculteur a été contraint de protéger ses terres à l'aide de fil barbelé après que ces dernières ont été déblayées afin de laisser place à une plantation de palmiers à huile pour la multinationale Wilmar. Photo: Kemal Jufri/Panos/OxfamAUS

## AGROCARBURANTS : COMMENT L'EUROPE RÉCHAUFFE LA PLANÈTE

### Mainmise de l'industrie sur la politique bioénergétique de l'UE

Les preuves sont accablantes : la politique bioénergétique actuelle de l'Union européenne sur les agrocarburants nuit gravement aux personnes vivant dans les pays en développement, au climat et au développement durable en Europe. La politique est en contradiction avec l'Accord de Paris sur le climat et les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies pour la période 2016–2030. Le présent document d'information revient sur le cortège de destructions que cette politique a entraînées sur trois continents. Il mesure l'extraordinaire « puissance de feu » des lobbies et du réseau d'influence dont disposent l'industrie des agrocarburants en Europe et ses partisans, bloquant toute réforme. Pour la seule année 2015, les acteurs de la chaîne de valeur des agrocarburants (des producteurs de matières premières aux producteurs d'agrocarburants) ont dépensé plus de 14 millions d'euros et mobilisé près de 400 lobbyistes. Les producteurs d'agrocarburants dépensent autant que le lobby du tabac pour influencer l'UE. Les décideurs de l'UE doivent s'affranchir de la mainmise des puissants groupes corporatifs et opter pour des énergies réellement durables et renouvelables afin d'atteindre les objectifs fixés par l'UE à l'horizon 2030 sur le plan climatique et énergétique.

# RÉSUMÉ

La politique bioénergétique actuelle de l'UE a provoqué un cortège de destructions à l'échelle planétaire. Le présent rapport nous amène ainsi sur trois continents. Il analyse la mainmise des entreprises qui empêche toute réforme de cette politique désastreuse. Il suggère des solutions qui permettraient à l'Europe de relever le défi du développement durable dans le contexte du changement climatique.

## UNE POLITIQUE QUI ALIMENTE LES DESTRUCTIONS

Les perspectives de croissance rapide du marché des cultures destinées à produire des agrocarburants en Europe ont provoqué une première vague d'investissements spéculatifs. En Afrique, bon nombre de ces investissements ont échoué et nu au développement des communautés affectées. En Tanzanie, l'entreprise néerlandaise BioShape Holding BV a acquis 34 000 hectares de terres en 2008 pour cultiver du jatropha afin d'alimenter les marchés néerlandais et belge en agrocarburant et en électricité « verte ». Quatre communautés ont été privées de leurs droits coutumiers sur ces terres. Le projet n'a pas abouti, les investisseurs se sont retirés, mais les communautés locales luttent toujours pour récupérer leurs terres et reconstruire leurs moyens de subsistance<sup>1</sup>.

Une dynamique de marché comparable a provoqué une envolée des importations d'huile de palme dans l'UE pour approvisionner le parc automobile européen et produire de l'électricité. Ainsi, une politique supposée atténuer le changement climatique a en fait contribué à détruire l'environnement en Indonésie, débouchant sur une catastrophe climatique. Parallèlement, les moyens de subsistance des communautés vivant dans des zones reculées du pays sont menacés par les pratiques abusives des entreprises opérant à l'autre extrémité de la chaîne de valeur des producteurs d'agrocarburants en Europe. Sur l'île de Sumatra, PT Sandabi Indah Lestari (PT SIL), un fournisseur de Wilmar International qui approvisionne les principaux producteurs d'agrocarburants en Europe, a obtenu une concession sur 2 812 hectares en 2011. Mais depuis, cette entreprise interdit, parfois par la violence, tout accès des communautés à 1 000 hectares qui leur ont pourtant été confiés par les autorités locales<sup>2</sup>.

On constate actuellement un cycle de destruction similaire en Amérique latine. Les communautés autochtones et les agriculteurs et agricultrices familiaux de l'Amazonie péruvienne vivent désormais aux abords des palmeraies et sont dépossédés de leurs terres et de leurs forêts ancestrales par certains des acteurs également responsables de la destruction de l'environnement en Asie du Sud-Est. Le gouvernement péruvien a annoncé vouloir allouer 1,5 million d'hectares à la culture de palmiers à huile afin de satisfaire la demande croissante dans le monde. À Ucayali, une région qui s'étend dans la partie centrale de l'Amazonie péruvienne, Melka Group, un conglomérat d'entreprises dont le fondateur est impliqué dans la déforestation massive et des transactions foncières corrompues en Malaisie, a acquis et détruit plus de 5 000 hectares de forêt primitive sur les terres ancestrales de la communauté autochtone Shipibo. Dans la région de Loreto au nord-est, les producteurs et productrices familiaux ont été incités à vendre leurs terres à Melka Group<sup>3</sup>.

*« La zone laissée pour l'exploitation agricole est infime, car le plus gros des terres est détenu par l'entreprise. (...) Cette situation est très dangereuse pour les générations futures. »*

Résident du village de Mavuji, district de Kilwa, Tanzanie

*« Nous espérons que notre lutte aboutira et que nous parviendrons à protéger nos terres pour nos enfants et petits-enfants. »*

Résident du village de Lunjuk, régence de Seluma, province de Bengkulu, Sumatra, Indonésie

*« Nos terres ont été dévastées, la forêt a disparu et les ruisseaux sont taris et transformés en bourbiers. »*

Leader communautaire, Santa Clara de Uchunya, région d'Ucayali, Amazonie péruvienne

## LES ENGAGEMENTS DE L'UE POUR LE CLIMAT ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN PERIL

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 défini par les Nations unies et l'Accord de Paris apporte un nouvel éclairage sur la nécessité de réformer de toute urgence la politique bioénergétique néfaste de l'UE. Pour rester crédible, la politique énergétique et climatique de l'UE doit s'inscrire dans les ODD et l'Accord de Paris et rendre inacceptable toute forme de soutien à des bioénergies créées à partir de cultures vivrières ou des cultures destinées à la production d'énergie. Si les 70 000 km<sup>2</sup> de terres exploitées pour produire des agrocarburants à destination de l'UE en 2008 avaient été utilisées pour cultiver du blé et du maïs, elles auraient pu nourrir quelque 127 millions de personnes sur une année entière. En 2012, cette superficie était passée à 78 000 km<sup>2</sup>, soit une zone plus grande que la Sierra Leone ou que la Belgique et le Pays-Bas combinés. En moyenne, les agrocarburants produits à partir de cultures vivrières émettent plus de 50 % de gaz à effet de serre en plus que les carburants fossiles. Par conséquent, d'ici 2020, les émissions émanant du transport dans l'UE auront non pas diminué, mais considérablement augmenté à cause de la consommation d'agrocarburants<sup>4</sup>.

## LA MAINMISE DES ENTREPRISES : LA « PUISSANCE DE FEU » DE L'INDUSTRIE DES AGROCARBURANTS

L'UE est en contradiction avec ses engagements pour le climat et le développement durable. L'énorme « puissance de feu » du lobby de l'industrie des agrocarburants empêche toute réforme. Les objectifs sur les agrocarburants et les autres formes d'aide publique ont permis à l'industrie des agrocarburants de multiplier son chiffre d'affaires par quatre entre 2008 et 2014. Tout cela a contribué à une dynamique vicieuse de confiscation du processus décisionnel de l'UE par cette industrie.

Les producteurs européens d'agrocarburants à eux seuls dépensent chaque année entre 3,7 et 5,7 millions d'euros dans leurs activités de lobbying dans l'UE. Cela les place sur un pied d'égalité avec le lobby du tabac qui a indiqué y avoir consacré 5 millions d'euros en 2015. Tous les acteurs de la chaîne de valeur de l'industrie des agrocarburants (producteurs de matières premières et d'agrocarburants, négociants et entreprises de transformation, fournisseurs de technologie) ont indiqué avoir dépensé entre 14,5 et 19,5 millions d'euros et embauché 399 lobbyistes pour faire pression sur l'UE en 2015. Si l'on ajoute les autres groupes alliés des objectifs sur les agrocarburants (fournisseurs de carburant, acteurs de l'industrie automobile et acteurs des secteurs de l'énergie et des bioénergies au sens large) ce sont 198 lobbyistes supplémentaires et entre 21,8 et 24,6 millions d'euros additionnels pour renforcer le lobby sur l'UE. Avec près de 600 lobbyistes à sa disposition et des dépenses annuelles comprises entre 36,3 et 44,1 millions d'euros, le lobby de l'industrie des agrocarburants et ses alliés dépassent en nombre l'ensemble du personnel de la Direction générale Énergie de la Commission européenne et disposent de moyens financiers comparables au lobby pharmaceutique<sup>5</sup>.

Pour mettre fin aux objectifs contraignants sur les agrocarburants, les décideurs de

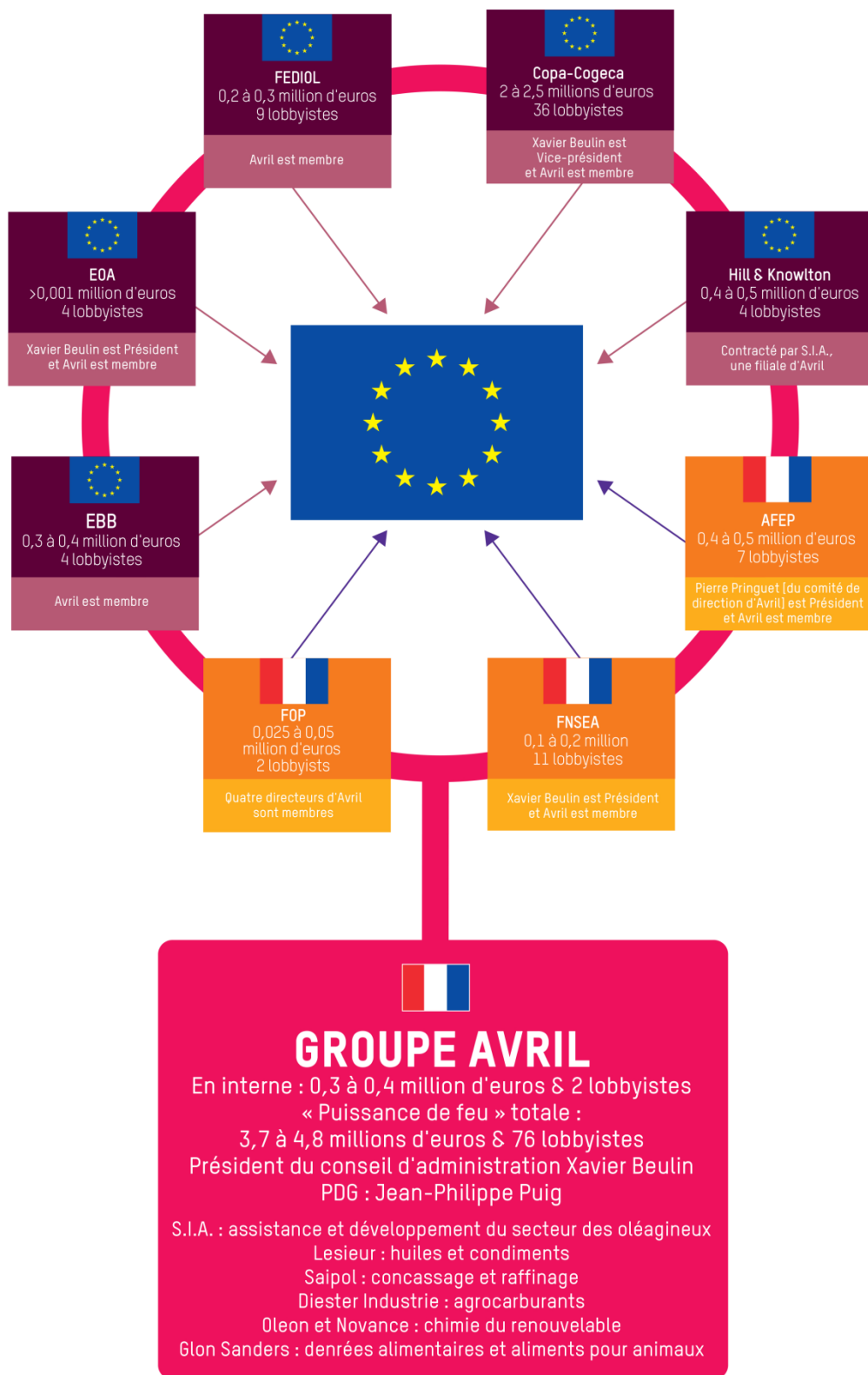
*Les politiques qui subventionnent ou imposent la production ou la consommation d'agrocarburants produits à partir de cultures vivrières entraînent la hausse du prix des denrées alimentaires et la multiplication des crises des prix sur les marchés agricoles.*

*Le lobby de l'industrie des agrocarburants et ses alliés dépassent en nombre l'ensemble du personnel de la Direction générale Énergie de la Commission européenne.*

*Lors des 18 premiers mois de la Commission Junker, ses hauts représentants ont rencontré les acteurs de la chaîne de valeur de l'industrie des agrocarburants à 38 reprises contre seulement 8 pour les ONG, pour discuter de la politique bioénergétique.*

l'UE doivent s'affranchir de la mainmise des principaux acteurs de la chaîne de valeur de l'industrie des agrocarburants, à l'image du groupe français Avril qui a minutieusement constitué un réseau d'influence de grande envergure à l'échelle nationale et européenne. Il est essentiel de contenir l'influence de ces groupes puissants afin d'honorer les engagements pris par l'UE à New York et à Paris en 2015 et de tendre vers un avenir durable sur le plan climatique et alimentaire.

**Figure 1 : Réseau d'influence et puissance de feu d'Avril en matière de lobbying**



*La puissance de feu combinée d'Avril (le plus grand producteur d'agrocarburants en Europe) en matière d'influence sur l'UE s'élève à 76 lobbyistes et 3,7 à 4,8 millions d'euros par an.*

Source : registre de transparence de l'UE et registre des groupes d'experts de la Commission européenne



## DES SOLUTIONS POUR AVANCER

L'Europe a aujourd'hui l'opportunité d'élaborer de nouvelles politiques qui permettront à l'humanité de relever le double défi du développement et du changement climatique. En changeant de posture vis-à-vis des bioénergies, l'UE contribuera à préserver le monde des politiques qui exploitent les terres et les cultures pour produire de l'énergie au lieu de mener une action efficace pour le climat<sup>6</sup>.

L'abandon des subventions et des objectifs coûteux qui ont contribué à la croissance rapide d'un secteur bioénergétique non durable créera des opportunités pour les autres activités plus durables et respectueuses de l'environnement que l'UE tente de promouvoir. Cela libérera les ressources à investir dans des solutions qui sont réellement destinées à affranchir l'Europe des énergies fossiles dans le transport et dans d'autres secteurs. Il convient d'intensifier les mesures incitatives qui encouragent les économies d'énergie et l'amélioration de l'efficacité énergétique, tout en promouvant les sources d'énergie réellement renouvelables<sup>7</sup>.

Les bioénergies doivent être soutenues uniquement si elles ne font pas concurrence à la production alimentaire et si elles respectent un ensemble complet et contraignant de critères de durabilité environnementaux et sociaux. L'UE ne doit pas répéter les erreurs du passé lors de la promotion d'agrocarburants « avancés ». Au final, seul un nombre limité d'agrocarburants (constitués de déchets et de résidus sans usage concurrentiel) devrait contribuer à verdir les transports.

## RECOMMANDATIONS POUR UNE POLITIQUE BIOÉNERGÉTIQUE DURABLE DE L'UE À L'HORIZON 2030

Pour garantir la compatibilité de la politique bioénergétique de l'UE d'ici 2030 avec ses engagements pris dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris, Oxfam appelle la Commission européenne, les gouvernements des États membres de l'UE et les députés européens à prendre les mesures suivantes<sup>8</sup> :

- Empêcher, dans toutes les réglementations énergétiques et climatiques prises au sein de l'UE pour l'horizon 2030 de comptabiliser les agrocarburants produits à partir de dérivés alimentaires, de cultures vivrières ou de cultures destinées à la production d'énergie, dans l'optique d'atteindre les objectifs de l'UE définis pour 2030 concernant les énergies renouvelables et la réduction des gaz à effet de serre. Limiter la quantité de biomasse solide pouvant faire l'objet de mesures incitatives, en tenant compte des besoins des autres secteurs utilisant la biomasse.
- Mettre en place une comptabilisation juste des émissions de gaz à effet de serre générées par les bioénergies dans toutes les réglementations de l'UE sur le climat et l'énergie à l'horizon 2030 pour permettre une réduction conséquente et vérifiable des émissions.
- Adopter un ensemble complet et contraignant de critères de durabilité environnementaux et sociaux pour toutes les bioénergies, notamment le

*« Il existe un meilleur moyen de faire. Trouvons-le. »*

Miguel Arias Cañete, Commissaire européen au Climat et à l'Énergie, citant Thomas Edison lors de l'événement « Europe leading on renewable energy policy »

*Les agrocarburants produits à partir de dérivés alimentaires, de cultures vivrières ou de cultures destinées à la production d'énergie ne doivent pas être comptabilisés dans l'optique d'atteindre les objectifs de l'UE définis pour 2030 concernant le climat et l'énergie.*

respect d'un consentement préalable, libre et éclairé des communautés locales et autochtones.

- Garantir une exploitation efficace et optimale des ressources finies en biomasse et encourager la production d'énergie uniquement à partir de matières premières sans usage concurrentiel et qui ne peuvent pas être réutilisées ni recyclées.
- Intensifier les incitations politiques dans le secteur du transport et dans d'autres secteurs afin d'économiser de l'énergie, d'améliorer l'efficacité énergétique et de soutenir les sources d'énergie réellement durables et renouvelables.
- Garantir la transparence et une représentation équilibrée de toutes les parties prenantes dans les réunions, les groupes d'experts et toute forme de consultation tout au long du processus décisionnel et dans l'élaboration des politiques de l'UE.

*Des critères de durabilité sociaux doivent être adoptés pour toutes les bioénergies, notamment le respect d'un consentement préalable, libre et éclairé des communautés locales et autochtones.*

## NOTES

- 1 E. Sulle et F. Nelson (2013), Biofuels Investment and Community Land Tenure in Tanzania, The Case of BioShape, Kilwa District. Working Paper 73, Brighton : Future Agricultures Consortium. <http://www.future-agricultures.org/publications/research-and-analysis/working-papers/1811-biofuels-investment-and-community-land-tenure-in-tanzania/file> ; D. Kweka (2016), Follow-up
- 2 J. Van Gelder et J. de Wilde (2015), Supply chain analyses of biofuel producers in Europe. Profundo ; T. Biderman, B. Tiominar et A. Sri Adhiati (2015), EU biofuels supply chain and its Impacts on local community livelihoods: A case study from Bengkulu, Indonesia. Rapport non publié basé sur une recherche sur le terrain commanditée par Oxfam. Étude commanditée par Oxfam, non publiée
- 3 EIA (2015), Deforestation by Definition. Dernière visite le 4 octobre 2016 sur <http://eia-global.org/news-media/deforestation-by-definition> ; Oxfam et Convoca (2016), Amazonía Arrasada – El Grupo Melka y la deforestación por palma aceitera y cacao. Dernière visite le 4 octobre 2016 sur <https://peru.oxfam.org/que-hacemos-amazonia-y-recursos-naturales/grupo-melka-tejio-red-de-empresas-y-relaciones-para>
- 4 Oxfam International (2012), Les semences de la faim. La politique européenne de soutien aux agrocarburants : vers un scénario catastrophe. Dernière visite le 4 octobre 2016 sur <https://www.oxfam.org/fr/rapports/les-semences-de-la-faim> ; Ecofys (2015), Renewable Energy Progress and Biofuels Sustainability 2014. Dernière visite le 4 octobre 2016 sur <http://www.ecofys.com/en/publications/renewable-energy-progress-and-biofuels-sustainability-2014/> ; Transport & Environment (25 avril 2016), Globiom: the basis for biofuel policy post-2020. Dernière visite le 4 octobre 2016 sur <https://www.transportenvironment.org/publications/globiom-basis-biofuel-policy-post-2020>
- 5 Voir la méthodologie employée pour évaluer la « puissance de feu » des lobbies de l'industrie des agrocarburants au sein de l'UE dans l'Annexe du rapport complet
- 6 T. Searchinger et R. Heimlich (2015), Avoiding Bioenergy Competition for Food Crops and Land. Working Paper, Installment 9 of "Creating a Sustainable Food Future". Washington DC : World Resources Institute. Dernière visite le 4 octobre 2016 [https://www.wri.org/sites/default/files/avoiding\\_bioenergy\\_competition\\_food\\_crops\\_land.pdf](https://www.wri.org/sites/default/files/avoiding_bioenergy_competition_food_crops_land.pdf)
- 7 G. Philippidis, R. M'Barek et E. Ferrari (2016), Drivers of the European Bioeconomy in Transition (BioEconomy2030) – an exploratory, model-based assessment. Bruxelles : Commission européenne, Joint Research Centre. Dernière visite le 4 octobre 2016 sur <https://ec.europa.eu/jrc/en/publication/eur-scientific-and-technical-research-reports/drivers-european-bioeconomy-transition-bioeconomy2030-exploratory-model-based-assessment> ; Agence européenne pour l'environnement (2016), SIGNAUX 2016 - Vers une mobilité propre et intelligente. Dernière visite le 4 octobre 2016 sur <http://www.eea.europa.eu/fr/publications/signaux-2016-vers-une-mobilite>
- 8 Les recommandations détaillées d'Oxfam sur les politiques concernant l'utilisation de la bioénergie dans les réglementations de l'UE sur le climat et l'énergie à l'horizon 2030 sont disponibles dans le document suivant : Oxfam International (2016), A new EU sustainable bioenergy policy: Proposal to regulate bioenergy production and use in the EU's renewable energy policy framework 2020. Dernière visite le 4 octobre 2016 sur <https://www.oxfam.org/en/research/new-eu-sustainable-bioenergy-policy>.

Les recommandations détaillées d'Oxfam en matière de protection des droits fonciers autochtones et communautaires sont incluses dans le rapport : Oxfam International (2016), Terre Communes : Sécuriser les droits fonciers et protéger la planète. Dernière visite le 4 octobre 2016 sur <https://www.oxfam.org/fr/rapports/terres-communes>

© Oxfam International, octobre 2016

Ce document a été rédigé par Marc-Olivier Herman et Jan Mayrhofer. Oxfam remercie Aislinn McCauley, Adrien Braem, Dastan Kweka, Eluca Kibona, Taufiqul Mujib, Betty Tiominar, Todd Biderman, Adriana Sri Adhiati, Vladimir Pinto Lopez, Tim Gore, Anna Coryndon, Erik Wesselius, Corporate Europe Observatory et toutes celles et ceux qui ont apporté conseils et expertise lors de sa réalisation. Il fait partie d'une série de rapports visant à alimenter le débat public autour des questions de politique humanitaire et de développement. Les longueurs de certaines citations ont été réduites et certains noms ont été modifiés pour protéger les personnes interrogées.

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-0-85598-818-0 en octobre 2016. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Jérôme Richard et Pierre Le Grand) et relu par Armelle Le Compte, Sarah Roussel et Barbara Scottu.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 18 affiliés et 2 membres observateurs qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam Amérique ( <a href="http://www.oxfamamerica.org">www.oxfamamerica.org</a> )	Oxfam Japon ( <a href="http://www.oxfam.jp">www.oxfam.jp</a> )
Oxfam Australie ( <a href="http://www.oxfam.org.au">www.oxfam.org.au</a> )	Oxfam Mexique ( <a href="http://www.oxfammexico.org">www.oxfammexico.org</a> )
Oxfam-en-Belgique ( <a href="http://www.oxfamsol.be">www.oxfamsol.be</a> )	Oxfam Nouvelle-Zélande ( <a href="http://www.oxfam.org.nz">www.oxfam.org.nz</a> )
Oxfam Canada ( <a href="http://www.oxfam.ca">www.oxfam.ca</a> )	Oxfam Novib (Pays-Bas) ( <a href="http://www.oxfamnovib.nl">www.oxfamnovib.nl</a> )
Oxfam France ( <a href="http://www.oxfamfrance.org">www.oxfamfrance.org</a> )	Oxfam Québec ( <a href="http://www.oxfam.qc.ca">www.oxfam.qc.ca</a> )
Oxfam Allemagne ( <a href="http://www.oxfam.de">www.oxfam.de</a> )	
Oxfam GB ( <a href="http://www.oxfam.org.uk">www.oxfam.org.uk</a> )	
Oxfam Hong Kong ( <a href="http://www.oxfam.org.hk">www.oxfam.org.hk</a> )	Membres observateurs :
Oxfam IBIS (Denmark) ( <a href="http://www.ibis-global.org">www.ibis-global.org</a> )	Oxfam Brésil ( <a href="http://www.oxfam.org.br">www.oxfam.org.br</a> )
Oxfam Inde ( <a href="http://www.oxfamindia.org">www.oxfamindia.org</a> )	Oxfam Afrique du Sud
Oxfam Intermón (Espagne) ( <a href="http://www.intermonoxfam.org">www.intermonoxfam.org</a> )	
Oxfam Irlande ( <a href="http://www.oxfamireland.org">www.oxfamireland.org</a> )	
Oxfam Italie ( <a href="http://www.oxfamitalia.org">www.oxfamitalia.org</a> )	